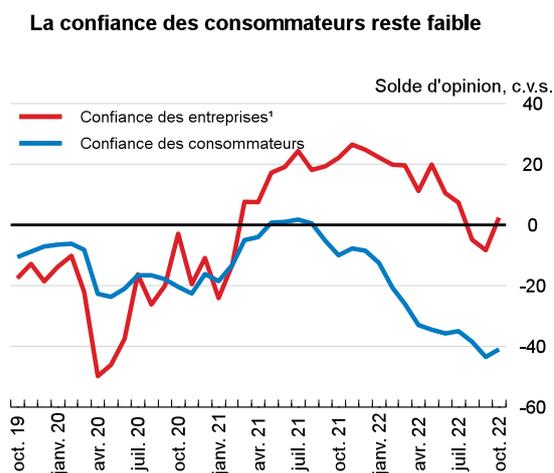
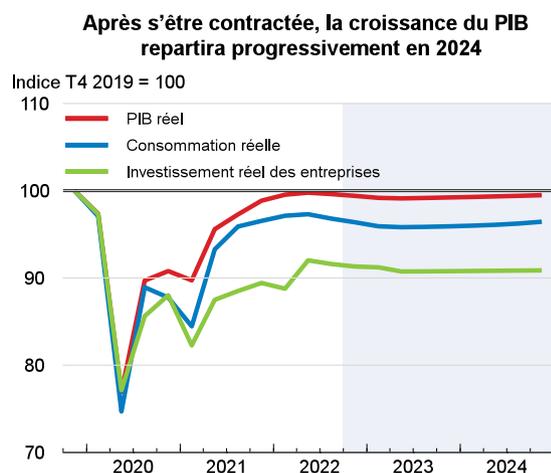


Royaume-Uni

Après une contraction de 0.4 % en 2023, le PIB devrait connaître une croissance de 0.2 % en 2024. La hausse des prix à la consommation va atteindre un point haut aux alentours de 10 % à la fin de 2022, du fait des prix élevés de l'énergie et de la poursuite des pénuries de l'offre de main-d'œuvre et de biens, avant de revenir progressivement à 2.7 % d'ici la fin de 2024. La consommation privée devrait ralentir sous l'effet de l'augmentation du coût de la vie, mais sera soutenue par la hausse de 9.7 % du salaire minimum et la revalorisation habituelle des prestations sociales et des pensions, prévue pour avril 2023. L'investissement public va rebondir en 2023 et 2024, à mesure de l'atténuation des goulets d'étranglement au niveau de l'offre et conformément aux plans du gouvernement. Le taux de chômage devrait augmenter pour atteindre 5 % d'ici la fin de 2024.

Se conformer au plan budgétaire et veiller à ce que toute modification des objectifs budgétaires obéisse à une procédure transparente et clairement définie préserverait la crédibilité de la politique budgétaire et atténuerait les préoccupations relatives à la viabilité de la dette. Le dispositif non ciblé de garantie des prix de l'énergie (*Energy Price Guarantee*) annoncé par le gouvernement britannique en septembre 2022 va accentuer à court terme les tensions sur une inflation déjà élevée, nécessitant un resserrement supplémentaire de la politique monétaire et alourdissant le coût du service de la dette. Un meilleur ciblage des mesures visant à amortir l'impact du renchérissement de l'énergie permettrait d'en abaisser le coût budgétaire, de mieux préserver les incitations aux économies d'énergie et de réduire les tensions sur la demande en période d'inflation élevée.

Royaume-Uni 1



1. Confiance des entreprises du secteur manufacturier.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112 ; et base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/oaz9pv>

Royaume-Uni : Demande, production et prix

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Royaume-Uni	Prix courants milliards de GBP	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2019)				
PIB aux prix du marché	2 238.3	-11.0	7.5	4.4	-0.4	0.2
Consommation privée	1 440.0	-13.2	6.2	4.7	-1.1	0.3
Consommation publique	425.6	-7.3	12.6	1.6	2.3	0.6
Formation brute de capital fixe	403.4	-10.5	5.6	5.6	1.0	1.3
Demande intérieure finale	2 269.0	-11.6	7.5	4.2	0.0	0.6
Variation des stocks ¹	5.5	-0.7	1.2	1.0	-2.2	0.0
Demande intérieure totale	2 274.5	-12.3	8.6	5.2	-2.1	0.6
Exportations de biens et services	699.7	-12.1	-0.3	9.7	5.5	1.6
Importations de biens et services	735.8	-16.0	2.8	12.4	-0.5	2.5
Exportations nettes ¹	-36.1	1.5	-0.9	-0.9	1.9	-0.4
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	5.9	0.4	4.8	4.7	2.5
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.9	2.6	8.9	6.6	3.3
IPCH sous-jacent ²	—	1.4	2.4	6.2	6.4	3.4
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.6	4.5	3.7	4.3	4.8
Taux d'épargne brute des ménages (% du revenu disponible)	—	15.8	12.5	7.9	7.6	7.5
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-13.1	-8.2	-6.2	-7.6	-6.8
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	152.0	145.6	142.6	145.9	149.9
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-3.2	-2.0	-4.8	-3.5	-3.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

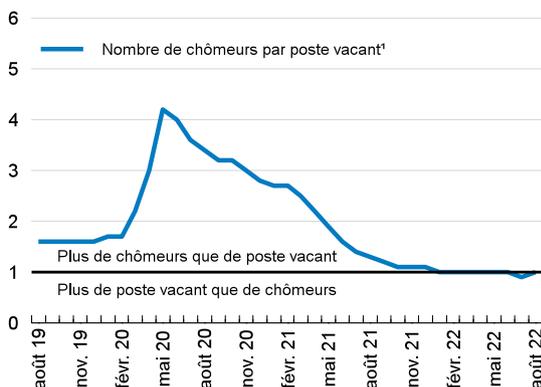
2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors produits alimentaires, énergie, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112.

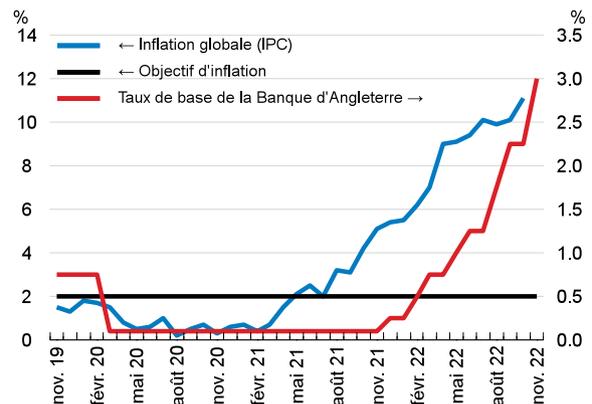
StatLink  <https://stat.link/2txn3k>

Royaume-Uni 2

Le marché du travail reste tendu



Le resserrement de la politique monétaire se poursuit sur fond de hausse persistante de l'inflation



1. Emplois vacants au Royaume-Uni hors agriculture, sylviculture et pêche.

Source : Bureau des statistiques nationales du Royaume-Uni (*Office for National Statistics, ONS*) ; base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112 ; et Banque d'Angleterre.

StatLink  <https://stat.link/oa2qtq>

L'augmentation du coût de la vie pèse sur la croissance économique

La croissance du PIB a ralenti et les indicateurs à haute fréquence laissent entrevoir une poursuite de la détérioration des perspectives. Après avoir progressé de 0.7 % au premier trimestre et de 0.2 % au second, le PIB réel a diminué de 0.2 % au troisième trimestre, sur fond de hausse des prix supérieure à la progression des salaires, ce qui a entraîné une érosion des revenus des ménages. L'inflation annuelle mesurée par la hausse des prix à la consommation a atteint 11.1 % en octobre, dans un contexte de flambée des prix de l'énergie, d'envolée des prix des produits alimentaires et d'augmentation de l'inflation sous-jacente. La progression du salaire total moyen s'est hissée à 6 % sur le trimestre clos en septembre 2022 dans un contexte de tensions sur le marché du travail, mais les salaires réels ont diminué de 2.6 %. Au troisième trimestre, le taux de chômage a atteint, à 3.6 %, un niveau inférieur à celui antérieur à la pandémie, qui s'explique en partie par une augmentation de l'inactivité des 50-64 ans par rapport à la période d'avant la pandémie. Le nombre de vacances d'emploi reste élevé. La confiance des entreprises s'est améliorée en octobre, après une période de dégradation due aux incertitudes politiques et à la détérioration des perspectives mondiales. La confiance des consommateurs est restée modérée, après avoir reculé pendant plusieurs mois consécutifs en raison de la hausse rapide du coût de la vie.

Le Royaume-Uni n'a que des liens commerciaux directs limités avec la Russie et l'Ukraine, mais son économie est vulnérable aux évolutions du marché mondial de l'énergie. Même s'il n'est pas dépendant des exportations russes, le pays importe du gaz et de l'électricité du continent pendant les mois les plus froids. En cas d'hiver particulièrement rigoureux, il existe donc un risque de perturbations des approvisionnements qui exposerait l'économie à des coupures de courant par roulement.

Le resserrement de la politique monétaire devrait se poursuivre, mais le soutien budgétaire est considérable

La Banque d'Angleterre a réagi à la hausse de l'inflation par un durcissement monétaire, en portant son taux directeur de 0.1 % en décembre 2021 à 3 % en novembre 2022. Elle a également poursuivi son resserrement quantitatif en cessant de réinvestir le produit des obligations d'État arrivant à échéance dans de nouveaux achats de titres et, jusqu'à la fin de 2023, elle va progressivement réduire ses avoirs en obligations d'entreprise libellées en livres sterling. À partir de novembre 2022, la Banque d'Angleterre a commencé à céder des obligations d'État de façon à réduire graduellement l'encours de 838 milliards GBP constitué depuis la crise financière mondiale. Le durcissement monétaire devrait se poursuivre et le taux de base de la Banque d'Angleterre devrait atteindre 4.5 % d'ici le deuxième trimestre de 2023, puis rester inchangé tout au long de la période considérée.

Le gouvernement a adopté plusieurs mesures de soutien pour aider les ménages et les entreprises à faire face à la hausse des prix de l'énergie. Pour protéger les ménages et les entreprises face aux prix élevés de l'énergie, le gouvernement a mis en place un mécanisme de garantie des prix de l'énergie (*Energy Price Guarantee*) et un dispositif d'allègement des factures d'énergie (*Energy Bill Relief Scheme*), qui sont l'un et l'autre en vigueur depuis octobre 2022 et jusqu'à fin mars 2023. Les ménages bénéficieront du mécanisme de garantie des prix de l'énergie (*Energy Price Guarantee*), qui permet de plafonner le prix par unité, l'État couvrant la différence avec le prix du marché. Cette nouvelle aide devrait coûter quelque 25 milliards GBP et permettra de limiter à environ 2 500 GBP par an la facture annuelle d'électricité et de gaz d'un ménage moyen ayant des dépenses d'énergie types. En usage moyen, un ménage économisera de ce fait 1 000 GBP par an. Sur la même période, les prix de l'électricité et du gaz seront également plafonnés pour les entreprises, les organismes caritatifs et le secteur public grâce au dispositif d'allègement des factures d'énergie (*Energy Bill Relief Scheme*), dont le coût est estimé à 18 milliards GBP. Le cumul de ces aides accordées pour six mois aux ménages et aux entreprises devrait coûter environ 43 milliards GBP (soit l'équivalent de 1.9 % du PIB de 2022). Le gouvernement a

annoncé que pour l'exercice budgétaire 2023-24, le mécanisme de garantie des prix de l'énergie serait porté à 3 000 GBP par an pour la consommation d'énergie d'un ménage type (pour un coût d'environ 13 milliards GBP), et que les ménages les plus vulnérables bénéficieraient d'une aide supplémentaire destinée à atténuer la hausse du coût de la vie. Ces aides aux ménages et aux entreprises viennent s'ajouter aux trains de mesures annoncés plus tôt dans l'année, d'un montant de 37 milliards GBP, notamment un mécanisme de chèques énergie (*Energy Bills Support Scheme*) représentant une enveloppe totale de 11.7 milliards GBP qui permettra à quelque 28 millions de ménages de toucher un montant pouvant aller jusqu'à 400 GBP chacun, ou encore le versement d'une aide au coût de la vie de 150 GBP à des personnes touchant des prestations d'invalidité, ainsi que le versement d'une aide au coût de la vie de 650 GBP pour les ménages touchant des prestations sous condition de revenus. De plus, les autorités sont revenues sur l'augmentation de 1.25 point des cotisations d'assurance sociale qui aurait dû prendre effet en novembre 2022. L'essentiel des mesures de soutien seront financées par endettement, mais à compter d'avril 2023, une hausse du taux de l'impôt sur les sociétés, qui passera de 19 % à 25 %, et un abaissement du seuil de la tranche d'imposition au taux le plus élevé de 45 % pour les hauts revenus (supérieurs à 125 140 GBP, contre 150 000 GBP auparavant) permettront de consolider les finances publiques. L'orientation budgétaire devrait être légèrement expansionniste en 2023, avant un resserrement équivalant à 1.5 point de PIB potentiel en 2024.

La croissance économique va ralentir

Après avoir enregistré une croissance de 4.4 % en 2022, le PIB devrait se contracter de 0.4 % en 2023 puis progresser de seulement 0.2 % en 2024. L'inflation restera supérieure à 9 % jusqu'au début de l'année prochaine, avant de refluer lentement à 4.5 % d'ici la fin de 2023 et à 2.7 % à la fin de 2024. La baisse du pouvoir d'achat et le resserrement de la politique monétaire devraient peser sur les dépenses de consommation, et la hausse des taux d'intérêt à long terme provoquera un ralentissement sur le marché du logement. L'investissement des entreprises restera atone pendant toute la période considérée, du fait du renchérissement du coût du capital et de la poursuite des incertitudes. La persistance de tensions sur le marché du travail va sans doute tirer les salaires vers le haut, mais leur progression devrait rester inférieure à l'inflation sur toute la période visée par les projections. Le taux de chômage devrait augmenter progressivement pour atteindre 5 % d'ici la fin de 2024, sous l'effet de l'affaiblissement de la demande. L'investissement public devrait repartir à la hausse à compter de 2023, grâce aux augmentations prévues des dépenses consacrées aux infrastructures et aux investissements en lien avec le climat. Le déficit des administrations publiques devrait revenir de 7.6 % du PIB en 2023 à 6.8 % du PIB en 2024.

Les risques de divergence par rapport aux perspectives sont considérables et sont orientés à la baisse. Un niveau plus élevé que prévu des prix de l'énergie et des marchandises pourrait freiner la consommation et affaiblir encore la croissance. Une période prolongée de pénuries aiguës de main-d'œuvre pourrait contraindre les entreprises à réduire de façon plus durable leurs capacités d'exploitation ou accentuer encore la hausse des salaires. Les ménages pourraient tenter d'augmenter leur revenu réel par des mouvements de grève en faveur de revalorisations salariales plus importantes ; à l'inverse, sur une note plus positive, ils pourraient aussi accroître l'offre de main-d'œuvre en revenant en activité ou en augmentant le nombre d'heures travaillées. Des progrès sur le front des accords commerciaux pourraient également être bénéfiques à la croissance.

Une hausse de la productivité sera essentielle à une croissance durable

Les mesures de soutien budgétaire devant aider à faire face au niveau élevé des prix de l'énergie sont justifiées, mais il faudra veiller à ce qu'elles ne compromettent pas les incitations à réduire la consommation d'énergie. Il est essentiel d'accélérer la transition vers la neutralité carbone pour renforcer la sécurité énergétique et réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles. Les mesures adoptées ne sont toujours pas suffisantes pour que l'objectif de neutralité carbone puisse être atteint. Les pouvoirs publics peuvent stimuler l'investissement en exposant plus clairement l'approche qu'ils entendent suivre pour assurer la transition vers une économie neutre en carbone et en définissant une stratégie nationale assortie d'échéances, de mesures et de priorités concrètes qui soit conforme à une trajectoire de tarification des émissions compatible avec l'objectif. Pour garantir une croissance durable, le gouvernement devrait également continuer de mettre en œuvre le Plan pour la croissance (*Plan for Growth*) qui vise à renforcer la productivité, de manière à favoriser la transition vers une croissance plus verte et plus inclusive grâce à des investissements publics à grande échelle dans les infrastructures, les compétences et l'innovation.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/f6da2159-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Royaume-Uni », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/d52b51e6-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.